

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

A R R E T E

n° 991325 du 18 JUIN 1999 portant
autorisation à la Société MIGEON S.A. pour le renouvellement (partiel)
et l'extension de sa carrière de marne et de loess située sur le territoire
de la commune de BURNHAUPT-LE-HAUT aux lieux-dits "Rehag, Auf
den Holzweg, Bohnfeld et Hinterbohnfeld" à la Société MIGEON S.A.

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et son décret d'application n°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié ;
- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son décret d'application n°77-1133 modifié du 21 septembre 1977 ;
- VU** le code minier ;
- VU** la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et son décret d'application n°85-448 du 23 avril 1985 ;
- VU** la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU** le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** le décret n°64-1148 du 16 novembre 1964 modifié portant règlement sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert ;
- VU** le décret n°80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières ;
- VU** le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

- VU le décret n°94-486 du 9 juin 1994 relatif à la Commission départementale des carrières,
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n°94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières,
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU le plan d'occupation des sols de la commune de BURNHAUPT le HAUT,
- VU l'arrêté préfectoral n°931933 du 15 décembre 1993 autorisant la SA MIGEON à poursuivre l'exploitation d'une carrière de marne et loess, d'une superficie d'environ 25,4 ha, sur le territoire de la commune de BURNHAUPT LE HAUT, jusqu'au 3 février 1998,
- VU l'arrêté préfectoral n° 990741 du 22 avril 1999 portant prescriptions complémentaires à la SA MIGEON et imposant la constitution, pour le 14 juin 1999, de garanties financières pour la remise en état de sa carrière de BRNHAUPT LE HAUT autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1993,
- VU le procès-verbal de récolement du 16 octobre 1998 concernant la cessation d'activité d'une partie de la carrière, pour une superficie d'environ 1,72 ha,
- VU la demande du 10 août 1998 reçue en préfecture le 19 novembre 1998, complétée le 18 décembre 1998, par laquelle la SA MIGEON sollicite le renouvellement partiel et l'extension de l'autorisation d'exploiter délivrée par l'arrêté préfectoral précité,
- VU le dossier d'enquête publique reçu à la préfecture le 29 mars 1999,
- VU les avis des conseils municipaux et des services,
- VU l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du 16 avril 1999,
- VU le rapport du 27 avril 1999 de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis de la Commission départementale des carrières du **28 MAI 1999**

CONSIDÉRANT que l'exploitation de carrière relève de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et est soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2510,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant des prescriptions d'exploitation et de remise en état ainsi que la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRÊTE

I - DEFINITION DES INSTALLATIONS ET DES PERIMETRES- REGLES GENERALES

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AUTORISATION

La Société SA MIGEON, dont le siège social est LANTENNE-VERTIERE – 25170 - désignée ci-après par "l'exploitant" est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de BURNHAUPT LE HAUT, et ce pour une durée de 25 ans, l'installation classée répertoriée dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de marne et loess	2510-1	A	surface : 24,3527 ha tonnage annuel maximal : 180.000

La quantité totale à extraire est de 3.200.000 tonnes de marne.

ARTICLE 2 - CONDITIONS ET LIMITES DE L'AUTORISATION

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux précédents des 15 décembre 1993 et 22 avril 1999 sont abrogés et remplacés par celles du présent arrêté.

Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'exploitation en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé pour l'extraction est limité :

- à celui du polygone dont les sommets sont définis par les coordonnées suivantes du système LAMBERT:

Sommets	X	Y
P 1	958 988	315 430
P 2	959 035	315 442
P 3	959 283	315 336
P 4	959 204	315 171
P 5	959 335	315 137
P 6	959 304	315 056
P 7	959 287	314 985
P 14	959 290	314 803

Sommets	X	Y
P 10	958 838	314 772
P 11	958 835	314 778
P 15	958 842	314 918
P 24	958 842	315 079
P 13	958 900	315 229
P 27	958 935	315 316

.../...

- soit le parcellaire suivant :

Renouvellement partiel de l'autorisation

Sections	Parcelles
23	33 à 52
	186 et 187
	189 à 208
	257 pour partie
	224 pour partie
	261 pour partie
	261 b
	258 pour partie
	263 pour partie
43	124 pour partie

Extension

Sections	Parcelles
23	122 pour partie
43	124 pour partie

- aux lieux-dits : "Rehag, Auf den Holzweg, Bohnfeld et Hinterbonhfeld"

Tout projet de modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclaré à l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

ARTICLE 3 - DROITS DES TIERS

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

ARTICLE 4 - FORCLUSION DE L'EXPLOITATION

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 5 - DECLARATION DES INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

.../...

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 6 - MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS GENERALES

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- ▷ garantir la sécurité et la salubrité du public et du personnel ;
- ▷ maintenir la stabilité des terrains, de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant ;
- ▷ préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement ;
- ▷ respecter les éventuelles servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

ARTICLE 8 - ARRET DEFINITIF

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée. L'exploitant adresse au préfet **au plus tard le 31 décembre 2018**, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site ;

(article 34.1 du décret du 21 septembre 1977)

Par ailleurs, l'exploitant adresse six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments actualisés.

.../...

II - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 9 - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

- 9.1. Avant le début de l'exploitation, l'exploitant mettra en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
- 9.2. Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant placera :
- 1) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
 - 2) le cas échéant, des bornes de nivellement.
- Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
- 9.3. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.
- 9.4. L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 10 - GARANTIES FINANCIERES

- 10.1. La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation
- 10.2. L'exploitation et la remise en état sont fixées selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.
- L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 14 juin 2019.
Le remodelé à sec de la carrière est achevé le 14 juin 2019.
La remise en état est achevée le 14 juin 2004.
- 10.3. La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, pour chacune de ces périodes et de :

- 1 ^{ère} période (du 14 juin 1999 au 14 juin 2004) :	3.757.750 F	(572.864,20 Euros)
- 2 ^{nde} période (du 14 juin 2004 au 14 juin 2009) :	1.262.710 F	(192.498,43 Euros)
- 3 ^{ème} période (du 14 juin 2009 au 14 juin 2014) :	1.013.380 F	(154.488,10 Euros)
- 4 ^{ème} période (du 14 juin 2014 au 14 juin 2019) :	897.660 F	(136.846,66 Euros)
- 5 ^{ème} période (du 14 juin 2019 au 14 juin 2024) :	794.750 F	(121.158,44 Euros)

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la fin de la procédure définie à l'article 10.8 du présent arrêté.

10.4. Actualisation du montant des garanties financières

Modalités d'actualisation des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsqu'une variation du rythme d'exploitation ou du rythme de remise en état conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25% du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

10.5. Justification des garanties financières

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

.../...

10.6. Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

10.7. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

10.8. Levée des garanties financières

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

10.9. Remise en état

La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

ARTICLE 11 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1. du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article 9 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise en trois exemplaires au préfet du Haut-Rhin et sera accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières tel qu'il est défini à l'article 23.3 du décret susvisé.

III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 12 - TRAVAUX PREPARATOIRES

12.1. Décapage

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

.../...

Le décapage des terrains sera limité aux besoins des travaux d'exploitation.

On ne procédera au décapage que selon les prescriptions suivantes :

- Préalablement à tout décapage de la zone autorisée en extension, il devra être réalisé un sondage archéologique ; à cet effet, l'exploitant prendra contact avec le service régional d'archéologie afin de définir des modalités de l'intervention.
- Les horizons humifères seront enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte.
- Aucun déplacement des horizons humifères n'aura lieu par temps de pluie.
- La circulation des engins devra être évitée sur les zones à décaper.
- Les opérations de décapage auront lieu à la pelle rétro et en aucun cas au chargeur ou à l'aide de l'engin d'extraction (en cas de présence d'un site archéologique).

12.2. Les terres de découvertes et les horizons humifères seront stockés sur le site en respectant les règles suivantes :

- Stockage distinct entre horizons humifères et terres de découverte.
- Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 1,50 m [*conservation des qualités agronomiques*] et ne devra pas excéder 5 ans.
- Les stocks de matériaux décapés auront des pentes ne dépassant pas 45° et ils seront semés [*graminées ou légumineuses*] si le temps de stockage doit dépasser 2 années. Ils ne devront pas constituer un obstacle à la circulation des eaux en cas d'inondation.

12.3. Aucun enlèvement de terres de découverte, d'horizons humifères et de matériaux alluvionnaires, du site ne pourra avoir lieu.

12.4. Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, sera immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique).

12.5. La continuité des éventuels fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation devra être assurée.

ARTICLE 13 - EXTRACTION

13.1. Epaisseur d'extraction

L'exploitation aura lieu exclusivement à sec, au maximum jusqu'à la cote d'altitude :

- 292 m NGF, soit jusqu'à une profondeur maximale de 28 m par rapport au niveau naturel des terrains, sur le côté SUD du site,
- 298 m NGF, soit jusqu'à une profondeur maximale de 16 m par rapport au niveau naturel des terrains, sur le côté NORD du site .

La pente maximale des fronts s'établira à 33° (pente de 1/1,5).

- 13.2. Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit.
- 13.3. L'exploitation se fera de façon à ce que les fronts prévus pour la remise en état du site soient directement obtenus en déblai.
- Ils seront réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité. L'extraction ne devra pas laisser subsister de buttes, notamment de stériles, dans le site autres que ceux nécessaires au remodelage du site dans le cadre de sa remise en état (telle qu'elle est définie à l'article 25 du présent arrêté).
- 13.4. La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m et chaque banquette aura une largeur au moins égale à la hauteur du plus haut des deux gradins qu'elle sépare.
- 13.5. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence, au cours des phases d'exploitation, l'accès à toutes les banquettes.

IV - SECURITE PUBLIQUE

ARTICLE 14 - ACCES ET CIRCULATION DANS LA CARRIERE

- 14.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
- 14.2. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, est interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent.
- Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, seront signalés par des panneaux placés sur les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des limites de la carrière ou des zones clôturées.
- 14.3. Des dispositifs de barrage mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, seront installés sur les chemins d'accès au chantier.
- 14.4. L'exploitant doit définir un plan de circulation et d'évolution des engins et des piétons au sein des emprises de la carrière. Il sera annexé aux consignes de sécurité.

ARTICLE 15 - DISTANCES DE REcul - PROTECTION DES AMENAGEMENTS

Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 2, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

.../...

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

15.1. En ce qui concerne le gazoduc et les oléoducs longeant la limite OUEST de la carrière, l'exploitant veillera particulièrement au respect des dispositions du décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

V - PLAN D'EXPLOITATION

ARTICLE 16 - PLAN D'EXPLOITATION

16.1. Plan et mise à jour

Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levées ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les bords de la fouille
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture ;
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ;

.../...

- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- l'emplacement des fossés de récupération des eaux, internes au site;
- l'emplacement des bassins de décantation ;
- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et servira de base de calcul des surfaces de la carrière, des cubatures de matériaux déjà extraits et des réserves encore exploitables.

16.2. Communication du plan

Le plan d'exploitation sera conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation ou communiqué sur simple demande à la DRIRE, chargée de l'inspection des installations classées. Chaque version du plan sera versée au registre d'exploitation de la carrière.

VI - PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

ARTICLE 18 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

18.1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ne seront pas réalisés sur le site de la carrière.

18.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- . 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés, sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l.

18.3. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

ARTICLE 19 - SURVEILLANCE DES REJETS

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 20 - REJETS D'EAUX DANS LE MILIEU NATUREL

20.1. Eaux pluviales - eaux présentes dans les alluvions

Les eaux pluviales, et les eaux présentes dans les alluvions et drainées, seront canalisées vers un ou des ouvrages de décantation et devront être conformes aux valeurs et prescriptions suivantes avant rejet dans le milieu naturel (fossé au Nord-Est du site dirigé vers l'étang de pêche à proximité de la Doller).

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30°C ;
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90-101) ;

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

.../...

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg/Pt/l.

Le ou les émissaires seront équipés d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement.

20.2. Eaux usées domestiques

Le site de la carrière ne dispose pas d'installations sanitaires qui lui sont propres ; celles-ci se situent à proximité immédiate du site, mais hors du périmètre de la carrière, au sein de l'usine de fabrication de briques.

ARTICLE 21 - POUSSIÈRES

21.1. L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

21.2. Les pistes de circulation et les stocks seront arrosés en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières lors de la circulation des véhicules ou de la reprise de matériaux.

ARTICLE 22 - DÉCHETS

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément, puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées.

L'incinération, la mise en décharge ou le simple abandon de déchets sur le site même, sont interdits.

L'exploitant mettra en place une surveillance pour éviter tout déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets, sur le site d'exploitation.

ARTICLE 23 - BRUITS ET VIBRATIONS

23.1. L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les niveaux limites de bruit et d'émergence à ne pas dépasser sont définis conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Ils ne devront pas dépasser aux points indiqués, les valeurs définies dans les tableaux ci-après :

Niveau continu équivalent pondéré dB (A) (en limite du périmètre d'exploitation autorisé)	
Période de jour, jours ouvrables : 6 h 30 à 21 h 30	Période de nuit, tous les jours : 21 h 30 à 6 h 30 et les dimanches et jours fériés
70	pas de fonctionnement de nuit, ni les dimanches en jours fériés

Emergence (définie à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994)			
6 h 30 sauf dimanches et jours fériés	21 h 30	21 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés	6 h 30
≤ 5 dB (A)		≤ 3 dB (A)	

Un contrôle des niveaux sonores sera effectué périodiquement.

- 23.2. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.
- 23.3. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et engins de chantier utilisés dans la carrière devront être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.
- 23.4. Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 24 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les engins seront pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

VII - DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

ARTICLE 25 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

- 25.1. L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérents à l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, la remise en état du site devra être effectuée immédiatement sur la totalité des zones touchées par l'exploitation.

La remise en état du site sera réalisée de façon telle qu'à son issue, les véhicules des personnes y accédant stationnent hors du domaine public et des voies de desserte.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction et de remise en état.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage défini dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

.../...

25.2. La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation (sauf en cas de renouvellement).

La remise en état du site sera réalisée en deux phases successives, comme indiqué au dossier de demande :

1^{ère} phase : phase de modelé à sec
du 14 juin 1999 au 14 juin 2019 -

La phase de modelé à sec consistera en un façonnage du site ; elle conduira à :

- reconstituer un paysage diversifié dans une ambiance d'un plan d'eau discontinu avec présence de deux presqu'îles à la cote 308 m NGF,
- remodeler par talutage (pente douce) certains flancs,
- établir des conditions de fraysère par la constitution de hauts fonds autour de la cote 305,5 m NGF,
- reboiser la fange riveraine avec des essences locales adaptées,
- établir un chemin périphérique autour du futur plan d'eau.

2^{ème} phase : phase de mise en eau
du 14 juin 2019 au 14 juin 2024

Le site sera progressivement mis en eau par remplissage avec :

- les eaux de drainage des alluvions,
- les eaux pluviales du site de la carrière.

La cote du plan d'eau sera établie à 307,5 m NGF par réalisation des ouvrages nécessaires permettant une évacuation naturelle du trop plein d'eau, vers la Doller, par le fossé situé à l'angle Nord-Est du site.

25.3. L'exploitant communiquera annuellement à l'inspecteur des installations classées, un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état de la carrière.

25.4. Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état sera conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- le tracé des rives devra éviter les formes linéaires ;
- les talus devront présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées ;
- les terres de découverte et les horizons humifères serviront à la remise en état des zones qui seront situées hors d'eau (recouvrement, régalaie, ...) ;
- les plantations terrestres et aquatiques seront réalisées comme prévu dans le document d'impact ; les végétaux utilisés seront des essences locales ;
- le fond de l'exploitation devra être aplani ;
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères auront été remis en place, ne devront plus être parcourues par les engins de chantier.

VIII - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 26 - SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES

Un contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu superficiel sera effectué annuellement.

Les prélèvements devront être faits suivant les règles de l'art et les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.

Les paramètres à rechercher seront :

PH,
Matières en suspension totales,
Hydrocarbures totaux,
Température,
Demande chimique en oxygène (sur effluent non décanté).

Les résultats seront adressés immédiatement à l'inspecteur des installations classées et au service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 27 - REMBLAYAGE

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que du granulat propre, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit.

Seules les opérations de remblayage menées dans le cadre de la remise en état de la carrière, telles que définies à l'article 25 du présent arrêté, sont autorisées sur le site.

IX - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DIVERSES

ARTICLE 28 - HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL

- L'exploitant fera connaître à la DRIRE, sous un mois, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. Tout changement ultérieur devra également être communiqué.
- Tout recours à une entreprise extérieure doit préalablement être déclaré à la DRIRE.
- L'exploitant ouvrira l'accès de la carrière à toute personne dûment mandatée pour y assurer le contrôle des dispositions réglementaires qui y sont applicables.
- L'ensemble du matériel utilisé dans la carrière et les installations de traitement et des dispositifs prescrits dans le présent arrêté sera convenablement entretenu.
- Le matériel sera doté des équipements de sécurité et fera l'objet des contrôles périodiques prévus par les textes réglementaires applicables. Des registres d'entretien du matériel et des consignes de sécurité seront élaborés en conséquence.

.../...

- Le personnel sera formé pour son travail et les consignes de sécurité le concernant lui seront remises et commentées. Il sera doté des équipements de sécurité prévus par les textes réglementaires applicables.
- Pendant les heures d'activité, du matériel de premier secours aux noyés sera disponible sur le site.

Article 29 - FRAIS D'EXECUTION DE L'ARRETE

Les dépenses inhérentes aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

X - AMPLIATION - PUBLICITE

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet de THANN
- M. le Maire de BURNHAUPT-LE-HAUT
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie)
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société MIGEON S.A., exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de BURNHAUPT-LE-HAUT.

Fait à COLMAR, le **18 JUIN 1999**

Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification. Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : G. LAURENS-BEPINARD



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN